



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/42/L.45
5 novembre 1987
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 86 de l'ordre du jour

PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Projet de résolution présenté par le Vice-Président de la Commission, M. Henricus Gajentaan (Pays-Bas), à la suite de consultations officielles

Assistance au Bénin, à Djibouti, à l'Equateur, à la Gambie, à Madagascar, au Nicaragua, à la République centrafricaine, à Vanuatu et au Yémen démocratique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 41/200 du 8 décembre 1986 relative à l'assistance au Bénin, aux Comores, à Djibouti, à la Gambie, à la Guinée, à la Guinée-Bissau, à la Guinée équatoriale, à Haïti, à Madagascar, au Nicaragua, à la République centrafricaine, à la Sierra Leone, à Vanuatu et au Yémen démocratique et ses résolutions précédentes relatives à l'assistance aux pays concernés,

Rappelant également la résolution 1987/15 du Conseil économique et social, en date du 26 mai 1987, relative à l'assistance pour la reconstruction à Vanuatu, ainsi que la résolution 1987/17 du Conseil, en date du 26 mai 1987, relative à l'assistance à l'Equateur,

Ayant examiné le rapport pertinent du Secrétaire général 1/,

Notant avec satisfaction l'appui financier, économique et technique que les Etats Membres, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies ainsi que les organisations régionales, interrégionales et intergouvernementales ont apporté à ces pays,

1/ A/42/442 et Add.1.

Profondément inquiète de constater que ces pays continuent de se heurter à des difficultés économiques et financières particulières qui sont imputables à différents facteurs,

Prenant acte des efforts déployés par le Gouvernement équatorien pour améliorer et accélérer le processus de reconstruction et de relèvement des zones dévastées par le séisme de mars 1987, en particulier des efforts qu'il a faits pour s'assurer la coopération et l'assistance nécessaires en raison des dégâts causés à l'infrastructure économique du pays,

Prenant acte des efforts faits par le Gouvernement du Yémen démocratique dans ses programmes de relèvement et de reconstruction pour remédier aux conséquences désastreuses des inondations de 1982,

Notant les problèmes particulièrement difficiles que rencontrent les pays en développement insulaires pour faire face aux conditions économiques défavorables et aux circonstances spéciales mentionnées dans la résolution 41/163 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1986, relative aux mesures spéciales en faveur des pays en développement insulaires,

Notant que Vanuatu, pays en développement insulaire, continue de se heurter à de graves obstacles, qui entravent son développement économique et social, notamment du fait des ravages et des pertes en vies humaines causés par le cyclone Uma qui s'est abattu sur le pays les 7 et 8 février 1987,

Notant que le Bénin demeure en butte à des graves difficultés économiques et financières, caractérisées par un déséquilibre marqué de sa balance des paiements, par le lourd fardeau de sa dette extérieure et par un manque de ressources nécessaires pour pouvoir appliquer le programme de développement économique et social qu'il a arrêté,

Notant que, malgré les efforts considérables que le Gouvernement de la République centrafricaine a faits depuis 1982 pour redresser l'économie, dont les résultats ont été reconnus lors de la table ronde qui s'est tenue à Genève en juin 1987, la situation de ce pays demeure précaire et qu'une assistance plus importante devrait être apportée par la communauté internationale, y compris les organisations internationales, pour que le pays puisse atteindre les objectifs qu'il s'est fixés dans ses programmes de développement,

Notant que les conditions climatiques défavorables qui entravent toute activité agricole d'envergure, les effets persistants de la sécheresse répétée et la présence d'un grand nombre de réfugiés ont des conséquences dévastatrices pour le développement économique et social de Djibouti,

Notant qu'à défaut d'une assistance financière extérieure, le Gouvernement gambien n'a pas été en mesure d'exécuter les six projets recommandés par le Secrétaire général dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session 2/,

Notant que les efforts de développement économique et social de Madagascar se trouvent contrecarrés par les effets négatifs des cyclones et inondations dont ce pays est périodiquement victime, en particulier en décembre 1983, en janvier et avril 1984 et en mars 1986, et que la mise en oeuvre des programmes de reconstruction et de relèvement exige la mobilisation de ressources importantes dépassant les possibilités réelles du pays,

Notant également qu'au cours des dernières années, l'économie nicaraguayenne a été éprouvée par divers événements et par des catastrophes naturelles, comme la sécheresse, les fortes précipitations et les inondations de 1982, 1985 et 1986 ainsi que les inondations qui ont touché la côte atlantique du pays en août 1987, autant de conditions qui ont conduit à une aggravation plutôt qu'à la normalisation de la situation économique et qui font que le pays a besoin d'une assistance internationale pour compléter les efforts de développement national,

Notant que le Bénin, Djibouti, la Gambie, la République centrafricaine, Vanuatu et le Yémen démocratique figurent au nombre des pays les moins avancés,

Ayant entendu les déclarations faites par les Etats Membres à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale sur la situation qui règne actuellement dans ces pays,

1. Sait gré au Secrétaire général des mesures qu'il a prises en vue de mobiliser des ressources pour la réalisation des programmes spéciaux d'assistance économique à ces pays;

2. Sait gré également aux Etats Membres, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies ainsi qu'aux organisations régionales, interrégionales et intergouvernementales de l'assistance qu'ils ont fournie ou annoncée à ces pays;

3. Sait gré en outre aux gouvernements de ces pays des efforts qu'ils font pour surmonter leurs difficultés économiques et financières;

4. Note avec préoccupation que l'assistance fournie à ces pays a été en deçà de leurs besoins urgents et qu'une assistance supplémentaire demeure nécessaire;

5. Réaffirme que tous les gouvernements et toutes les organisations internationales doivent honorer les engagements pris dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés 3/;

3/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 1er-14 septembre 1981 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.I.6), première partie, sect. A.

6. Lance un appel aux Etats Membres, aux institutions financières internationales, aux institutions spécialisées et aux organismes et programmes des Nations Unies pour qu'ils répondent généreusement et d'urgence aux besoins de ces pays tels qu'ils sont décrits dans les rapports du Secrétaire général 4/;

7. Invite la communauté internationale à contribuer aux comptes spéciaux ouverts par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies afin de faciliter le versement des contributions aux pays éprouvant des difficultés particulières;

8. Adresse un appel pressant à tous les organismes internationaux, en particulier aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies, aux organisations régionales, aux organisations humanitaires et aux organismes bénévoles, pour qu'ils maintiennent et accroissent autant que possible leur assistance afin de répondre aux exigences de la reconstruction, de la reprise économique et du développement de ces pays;

9. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures voulues, en collaboration avec les programmes, organes et organismes compétents des Nations Unies et conformément à la résolution 41/192 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1986, relative aux programmes spéciaux d'assistance économique, en vue de fournir une assistance pour toutes les catastrophes, naturelles ou autres, qui se sont abattues sur ces pays et de mobiliser les ressources nécessaires pour permettre à ces pays de satisfaire à leurs besoins à court, à moyen et à long terme;

10. Prie en outre le Secrétaire général de garder la question de l'assistance à ces pays ainsi que de leur situation économique à l'étude et de lui faire rapport, à sa quarante-troisième session, sur l'application de la présente résolution.
